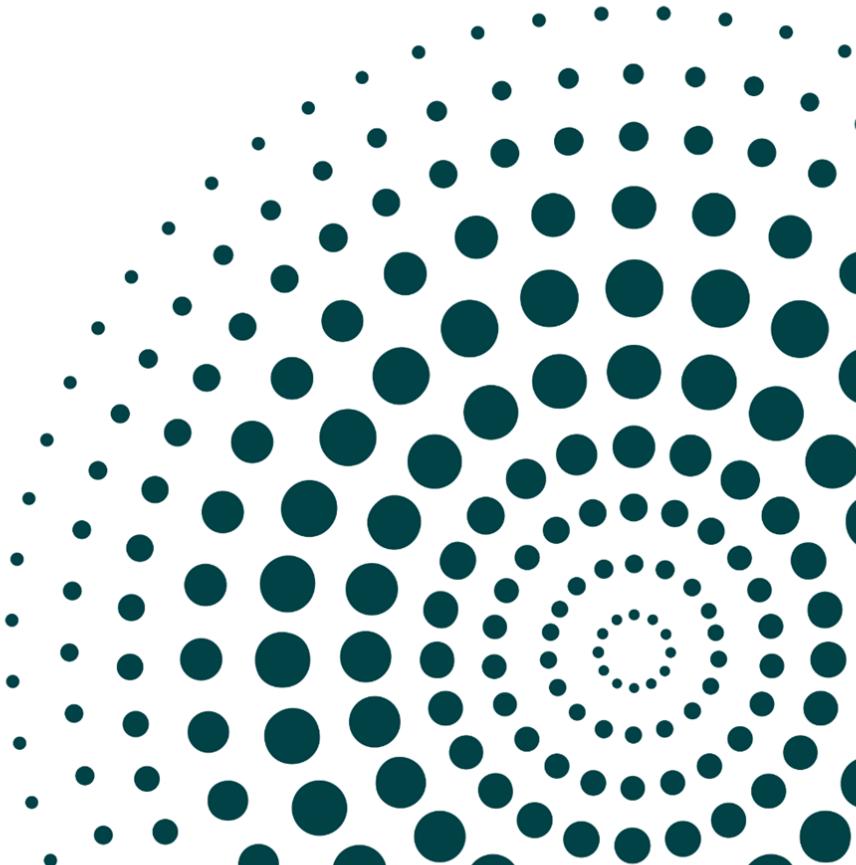
BAROMÈTRE BELGE de l'Information Environnementale

Analyse de la couverture médiatique des thèmes environnementaux dans les médias audiovisuels belges

Résultats préliminaires

Septembre 2026



Contexte et objectifs du Baromètre Belge de l'Information Environnementale (BBIE)

Alors que les crises climatiques, environnementales et de biodiversité s'intensifient à un rythme sans précédent, la qualité de l'information mise à disposition du public constitue un enjeu démocratique majeur. Les médias jouent un rôle essentiel dans la compréhension des enjeux environnementaux, la perception des risques, l'identification des solutions et l'acceptabilité des politiques publiques qui en découlent.

Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne que les médias et les réseaux sociaux peuvent avoir un impact significatif sur la sensibilisation du public aux enjeux climatiques, sa compréhension des connaissances scientifiques et sa volonté d'agir. Une information accessible, rigoureuse et contextualisée permet aux citoyens, aux entreprises et aux décideurs publics de contribuer, en connaissance de cause, à la transition environnementale.

Pourtant, de nombreuses études internationales montrent que les enjeux environnementaux demeurent sous-représentés dans les médias au regard de leur importance sociétale. Leur traitement reste fréquemment dépendant de l'actualité immédiate et des événements extrêmes, tels que les canicules, les inondations ou les incendies, au détriment d'une compréhension plus structurelle des causes, des conséquences et des solutions. Dans le même temps, la progression de la mésinformation et de la désinformation environnementales fragilise la qualité du débat public, la confiance envers les institutions scientifiques et la mise en œuvre des politiques climatiques.

Face à ces constats, de nombreuses initiatives internationales ont vu le jour afin de renforcer l'intégrité de l'information climatique et environnementale et de mieux comprendre le rôle des médias dans la transition écologique.

La Belgique s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Sous l'impulsion du Ministre fédéral de la Mobilité, du Climat et de la Transition environnementale, Jean-Luc Crucke, le SPF Santé publique, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et l'association QuotaClimat ont uni leurs expertises pour lancer, en 2026, le Baromètre belge de l'information environnementale (BBIE). Cette initiative s'inscrit notamment dans le prolongement de la signature par la Belgique de la Déclaration internationale sur l'intégrité de l'information climatique lors de la COP30 à Belém.

Le BBIE vise à fournir, pour la première fois en Belgique, un état des lieux objectif du traitement médiatique des enjeux environnementaux. Il poursuit **trois objectifs complémentaires** :

- **analyser quantitativement et qualitativement le traitement médiatique des enjeux environnementaux** dans les programmes d'information audiovisuels du Nord et du Sud du pays ;
- **identifier et mieux comprendre les phénomènes de mésinformation et de désinformation** environnementales et climatiques ;
- **engager un dialogue structuré avec les médias** afin d'identifier des bonnes pratiques et des pistes d'amélioration, dans une logique de co-construction et d'apprentissage mutuel.

La première phase du Baromètre porte sur les principaux programmes d'information audiovisuels diffusés en Belgique, à la télévision comme à la radio, au sein des médias publics, privés, nationaux et régionaux. Au total, 26 chaînes francophones et néerlandophones ont été analysées sur la période étudiée.

À terme, le Baromètre sera étendu à la presse écrite, aux médias numériques et aux réseaux sociaux afin d'offrir une vision plus complète de l'écosystème informationnel belge. Son ambition est de mieux comprendre la manière dont les enjeux environnementaux sont traités dans l'espace médiatique et de fournir aux acteurs concernés des données objectives pour améliorer durablement la qualité de l'information environnementale en Belgique.

Méthodologie

Le Baromètre belge de l'information environnementale repose sur une méthodologie inspirée de l'Observatoire des médias sur l'écologie (OMÉ), en France. Son objectif est de mesurer de manière objective la place accordée aux enjeux environnementaux dans les programmes d'information audiovisuels belges

L'analyse repose sur la retranscription automatique des programmes de télévision et de radio, puis sur la détection et la catégorisation de mots-clés issus d'un dictionnaire construit à partir des travaux du GIEC, de l'IPBES et de documents de référence belges (notamment le 4ème rapport fédéral sur l'environnement 2019-2023 et la huitième communication nationale sur le changement climatique). Elle couvre trois grandes thématiques environnementales : le climat, la biodiversité et les ressources naturelles. Pour chacune d'entre elles, le Baromètre permet également d'examiner les différents maillons de la chaîne causale, à savoir le constat scientifique, les causes des crises environnementales, leurs conséquences et les solutions d'atténuation ou d'adaptation mises en avant dans les médias

Afin de garantir la robustesse scientifique de l'exercice, le projet est accompagné par un comité d'experts francophones et néerlandophones réunissant des spécialistes du climat, des médias, du journalisme et de la communication[1].

Cette première phase du Baromètre porte sur les principaux programmes d'information télévisés et radiophoniques diffusés en Belgique. Au total, 26 chaînes francophones et néerlandophones, publiques et privées, nationales et régionales[2], ont été analysées. La presse écrite, les médias numériques et les réseaux sociaux ne sont pas encore couverts par cette première phase du projet et feront l'objet d'extensions ultérieures du Baromètre.

[1] *Belgique francophone :*

- Laurence DIERICKX - chercheuse spécialisée en journalisme et le fact-checking basés sur l'IA - Université Libre de Bruxelles
- Grégoire LITS - Chargé de cours en sociologie des médias - UCLouvain
- François MASSONNET - Professeur en climatologie - UCLouvain

Belgique néerlandophone :

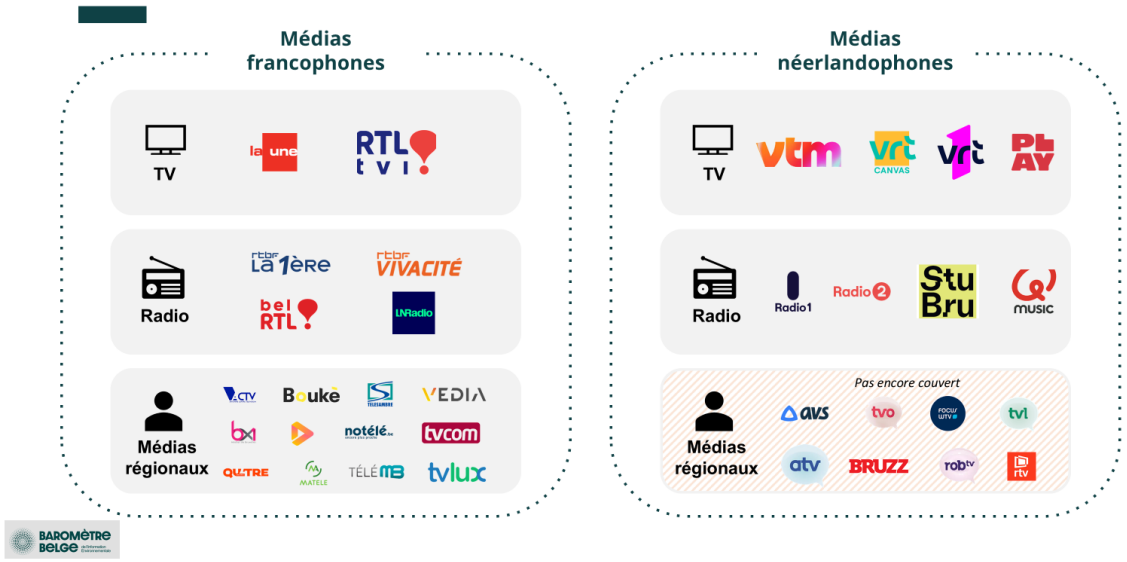
- Seppe LAMPE - Chercheur en climatologie - Vrije Universiteit Brussel
- Michaël OPGENHAFFEN - Professeur associé en journalisme et médias digitaux - Institute for Media Studies, KU Leuven
- Jill PEETERS - Spécialiste média, climat et météo- Climate Without Borders
- Baldwin VAN GORP - professeur de journalisme et de gestion des communications - KULeuven

[2] *Médias francophones nationaux (6) :* Bel RTL, La Première, La Une, LN Radio, RTL tvi, VivaCité

Médias francophones régionaux (12) : Antenne Centre TV (ACTV), Boukè, BX1, Canal Zoom, Matélé, Notélé, Qu4tre, Télé MB, Télésambre, TV Com, TV Lux, Vedia

Médias néerlandophones nationaux (8) : Play, Qmusic, Radio 1, Radio 2, Studio Brussel, VRT 1, VRT Canvas, VTM
Médias néerlandophones régionaux (2 - inclus dans le périmètre, prochainement dans les analyses) : ATV, TV Limburg

Périmètre actuel BBIE : les programmes d'information des principales chaînes audiovisuelles francophones et néerlandophones



Comme tout outil de mesure, le Baromètre présente certaines limites, notamment liées au périmètre actuellement couvert, aux imperfections possibles des transcriptions automatiques et au caractère nécessairement non exhaustif du dictionnaire thématique utilisé. Ces limites sont prises en compte dans l'interprétation des résultats.

Plus d'informations sur cette méthodologie seront mises en ligne sur le site officiel du Baromètre.

Synthèse des résultats

L'exercice réalisé dans le cadre du **Baromètre belge de l'information environnementale** est une initiative inédite dans notre pays. Ce projet offre une vue d'ensemble du traitement médiatique des enjeux environnementaux au sein des programmes d'information du paysage audiovisuel belge. Il offre ainsi un éclairage inédit sur l'information environnementale en Belgique et constitue un outil précieux pour identifier les bonnes pratiques et les pistes d'amélioration.

Les résultats de cette première phase du projet portent sur une période de 6 mois (février à juillet) d'analyse des programmes d'information de 26 chaînes de télévision et de radio du Nord et du Sud de la Belgique.

Plusieurs constats peuvent être mis en évidence :

- **Les enjeux environnementaux peinent à s'imposer durablement dans l'actualité** et bénéficient surtout d'une visibilité accrue lors d'événements climatiques extrêmes, tels que les incendies ou les vagues de chaleur.
- **Le dérèglement climatique est le thème environnemental le plus couvert**, devant la biodiversité.

- **La couverture des enjeux environnementaux est globalement plus importante** dans les médias francophones que néerlandophones, à la télévision qu'à la radio, et dans les médias de service public plutôt que privés.
- **Le changement climatique est généralement traité de manière équilibrée** : les médias rappellent fréquemment le contexte climatique des événements observés et mettent régulièrement en avant des pistes de solutions. Cette contextualisation tend toutefois à diminuer lors de phénomènes extrêmes, comme les vagues de chaleur, qui peuvent concentrer l'attention médiatique sur les conséquences immédiates.
- **Les causes et les solutions de la crise climatique sont parfois présentées de manière simplifiée**. Certains secteurs fortement émetteurs de gaz à effet de serre, comme l'industrie ou la construction, sont relativement peu évoqués. De même, lors des vagues de chaleur, la climatisation est très largement mise en avant parmi les solutions d'adaptation, tandis que d'autres options, comme l'isolation des bâtiments, la végétalisation ou l'aménagement du territoire, sont moins visibles. Pendant les incendies, l'origine humaine du départ de feu a occupé l'espace médiatique, beaucoup moins les causes structurelles qui accentuent les risques de départ ou la vitesse de propagation comme le changement climatique et la gestion forestière.
- **La crise de la biodiversité demeure peu connue et souvent abordée de manière généraliste.** Les reportages privilégient les descriptions d'espèces ou d'espaces naturels, tandis que les conséquences concrètes de l'érosion de la biodiversité pour la société, l'économie ou la santé restent rarement évoquées.
- **Les médias régionaux francophones ont une couverture structurellement plus élevée** que les médias nationaux, notamment sur les sujets de biodiversité locaux qu'ils contribuent à médiatiser

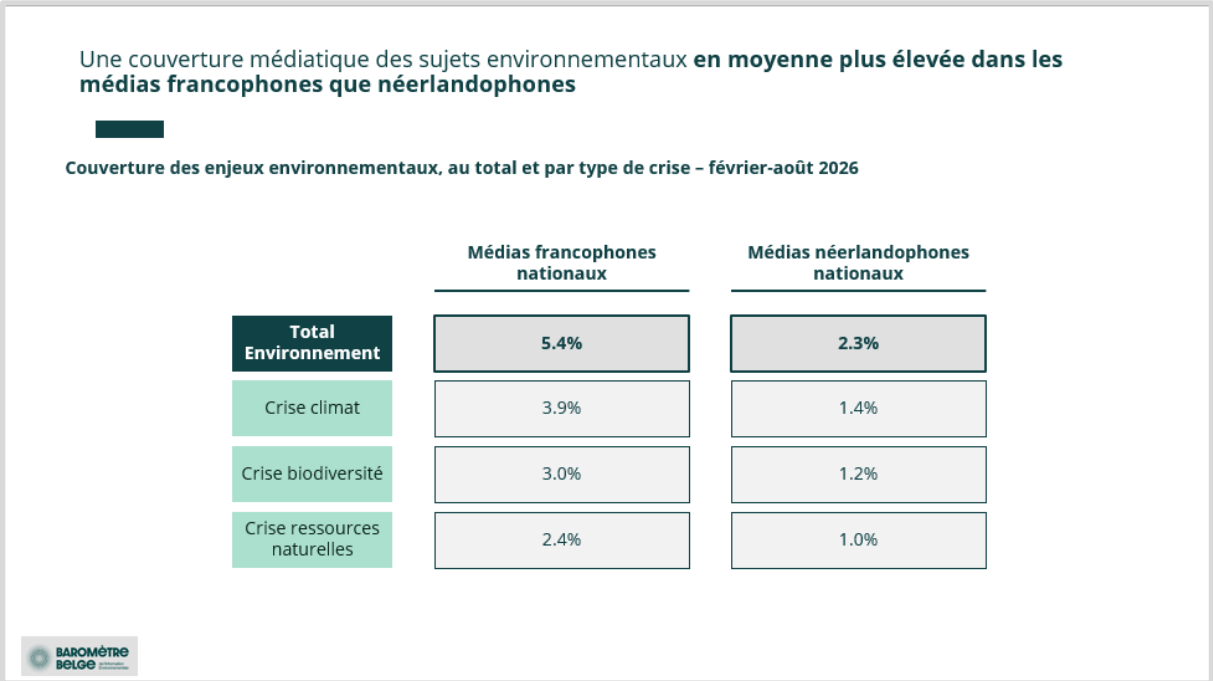
Les résultats et analyses du Baromètre seront progressivement enrichis et mis à jour sur le site web du projet afin d'offrir aux journalistes, rédactions et acteurs de l'information un outil de référence pour suivre l'évolution du traitement des enjeux climatiques et environnementaux dans les médias belges. Au-delà de la production de données et d'analyses, le Baromètre a vocation à soutenir le travail des rédactions en mettant à leur disposition des ressources utiles et des constats objectivés. À terme, le projet vise également à élargir son champ d'analyse à la presse écrite et aux réseaux sociaux, ainsi qu'à proposer un accompagnement aux médias qui le souhaitent, dans le but de renforcer la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information environnementale en Belgique.

Résultats des analyses - Janvier à juillet 2026

1. Une couverture médiatique plus élevée dans le sud du pays avec le climat comme principal sujet

La couverture médiatique des enjeux environnementaux au sein des programmes d'information varie sensiblement selon les médias et les communautés considérés. Les résultats mettent en évidence une présence plus importante de ces thématiques dans les médias francophones que dans les médias néerlandophones. En moyenne, les enjeux environnementaux occupent 5,4 % du temps d'antenne consacré à l'information dans le sud du pays, contre 2,3 % dans le nord.

Dans les deux communautés, le changement climatique constitue de loin la thématique environnementale la plus couverte, avec en moyenne 3,9 % du temps d'antenne dans les médias francophones et 1,4 % dans les médias néerlandophones. Les enjeux liés à la biodiversité arrivent en deuxième position (3,0 % dans le sud du pays et 1,2 % dans le nord), tandis que les questions relatives aux ressources naturelles demeurent les moins traitées, malgré une hausse ponctuelle liée à l'actualité énergétique et géopolitique, notamment la guerre en Iran.

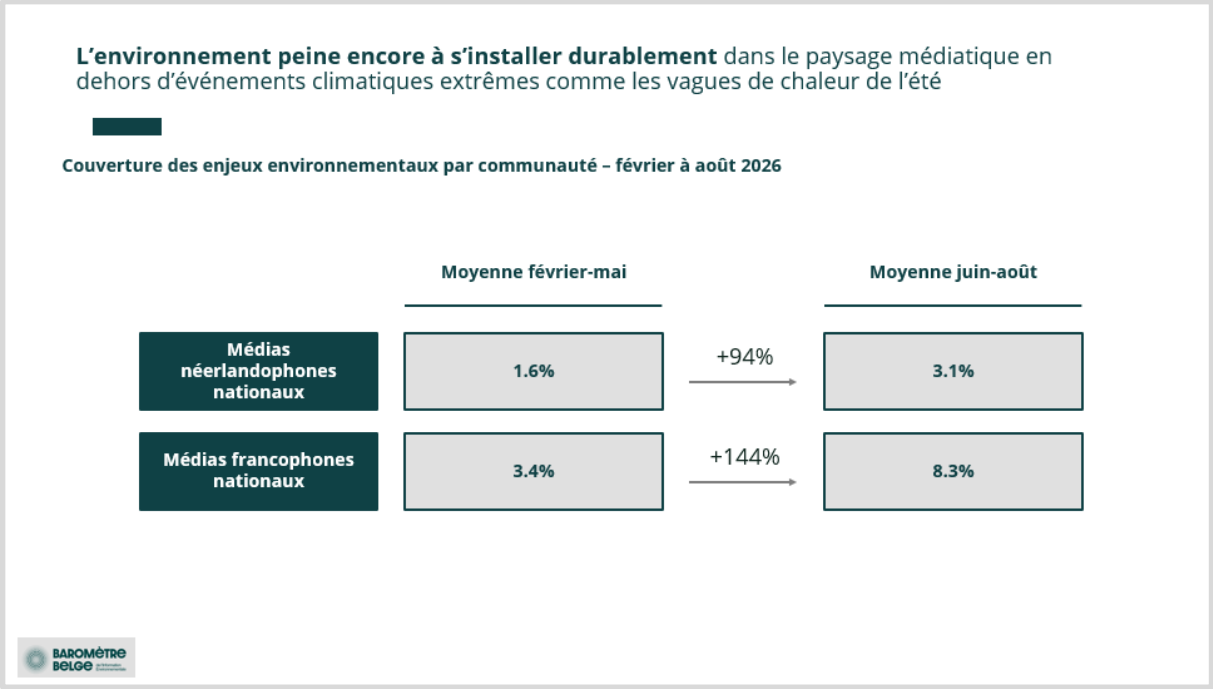


2. Les questions environnementales peinent encore à s'imposer dans les médias en dehors des événements climatiques extrêmes

La couverture médiatique des enjeux environnementaux dans les programmes d'information en Belgique demeure globalement limitée sur une grande partie de l'année, mais connaît des hausses importantes lors d'événements climatiques extrêmes ou de certaines séquences d'actualité politique et énergétique. Cette dynamique révèle une couverture encore largement rythmée par l'actualité immédiate plutôt que par un traitement continu des enjeux environnementaux.

Ainsi, entre février et août 2026, la couverture médiatique a fortement augmenté durant les mois de juin, juillet et août :

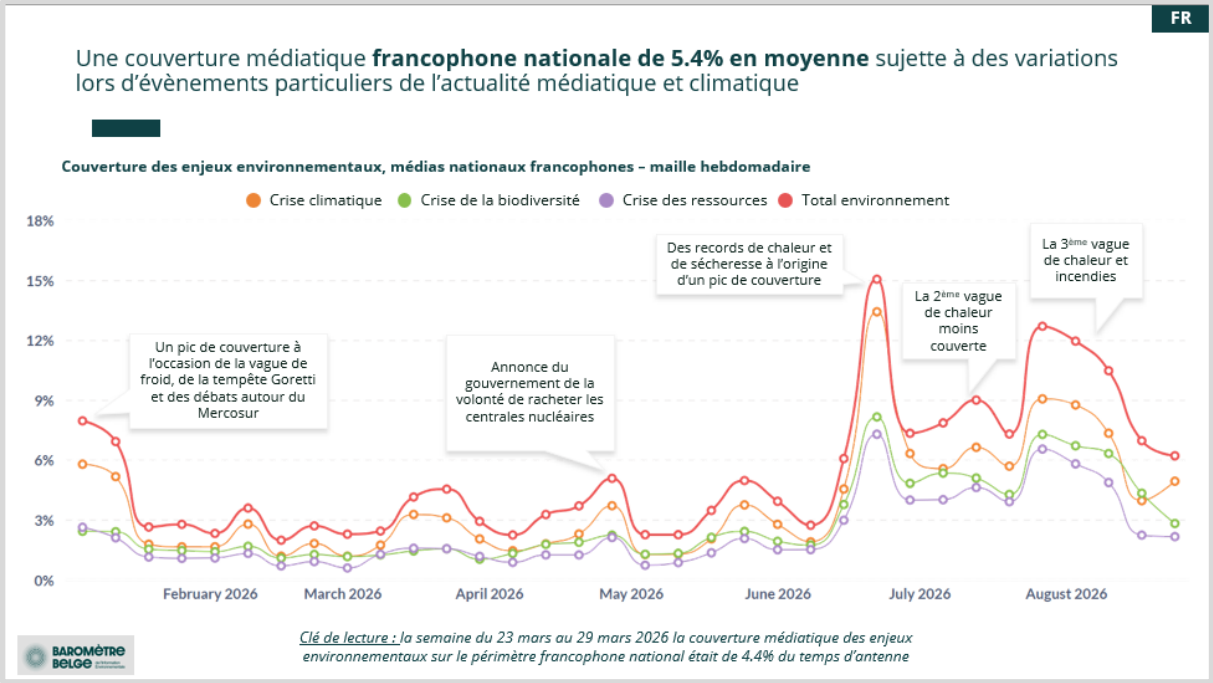
- dans les médias francophones, elle progresse de **144 %** par rapport au début de l'année ;
- dans les médias néerlandophones, elle augmente de **94 %** sur la même période.



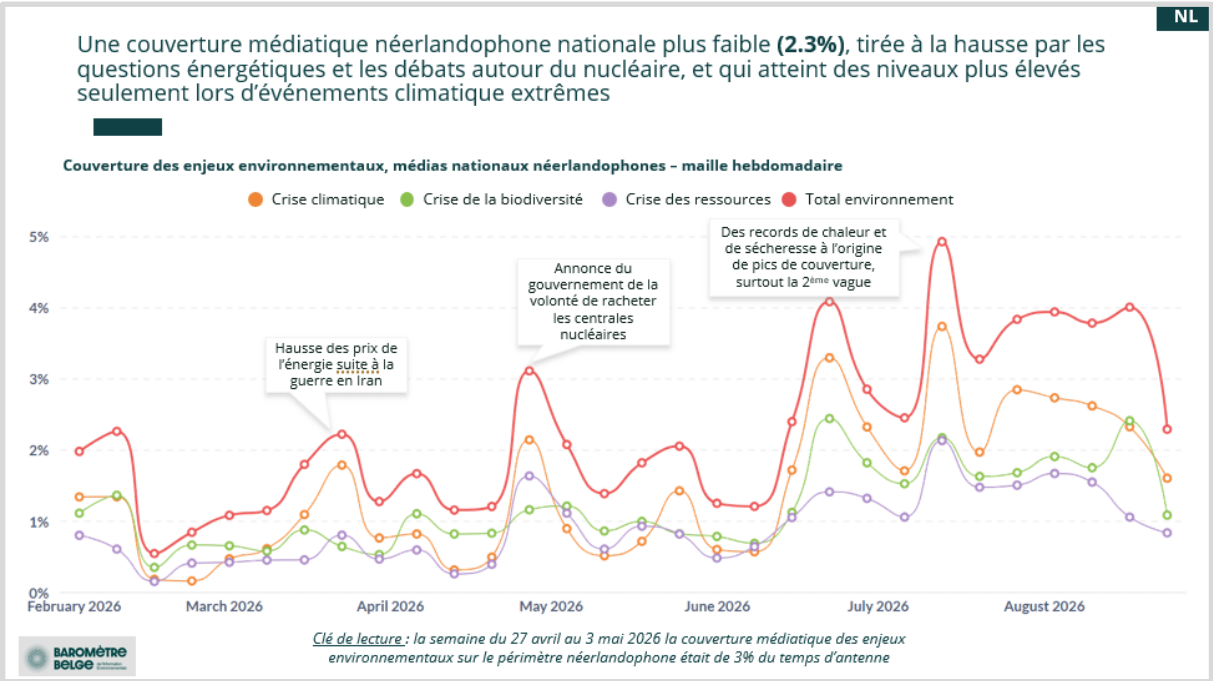
Cette forte sensibilité aux événements déclencheurs, en particulier météorologiques, traduit une couverture encore réactive. Si ces événements jouent un rôle important dans la mise à l'agenda des enjeux environnementaux, ils laissent relativement peu de place à une compréhension plus structurelle des causes, des conséquences et des solutions associées aux différentes crises environnementales.

Dans le détail, plusieurs caractéristiques se dégagent :

- la première vague de chaleur de juin constitue le principal pic de couverture dans les médias francophones, où les sujets environnementaux dépassent ponctuellement **15 % du temps d'antenne hebdomadaire** entre le 22 et le 28 juin ; dans les médias néerlandophones, c'est la deuxième vague de chaleur, du 13 au 19 juillet, qui suscite la plus forte attention médiatique (5 % du temps d'antenne) ;
- en dehors de ces épisodes, la couverture médiatique des questions environnementales demeure relativement stable et ne montre pas de progression structurelle marquée au cours de la période analysée ;
- plusieurs pics intermédiaires sont également observés à l'occasion d'événements précis de l'actualité climatique, énergétique ou politique, notamment la vague de froid et la tempête Goretti (janvier 2026), la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre en Iran (mars 2026) ou encore les débats autour du rachat des centrales nucléaires par le gouvernement (avril 2026).



Dans les médias audiovisuels francophones, la couverture médiatique des enjeux environnementaux a connu un pic exceptionnel lors de la première vague de chaleur de juin, dépassant ponctuellement 15 % du temps d'antenne consacré à l'information. Cette attention retombe rapidement après l'événement avant de rebondir lors de la deuxième vague de chaleur. Cette dynamique illustre une couverture dépendante des événements météorologiques extrêmes, avec relativement peu de traitement en amont d'épisodes pourtant prévisibles. Elle suggère un potentiel de renforcement de l'information préventive et de la sensibilisation du public avant la survenue de tels événements.



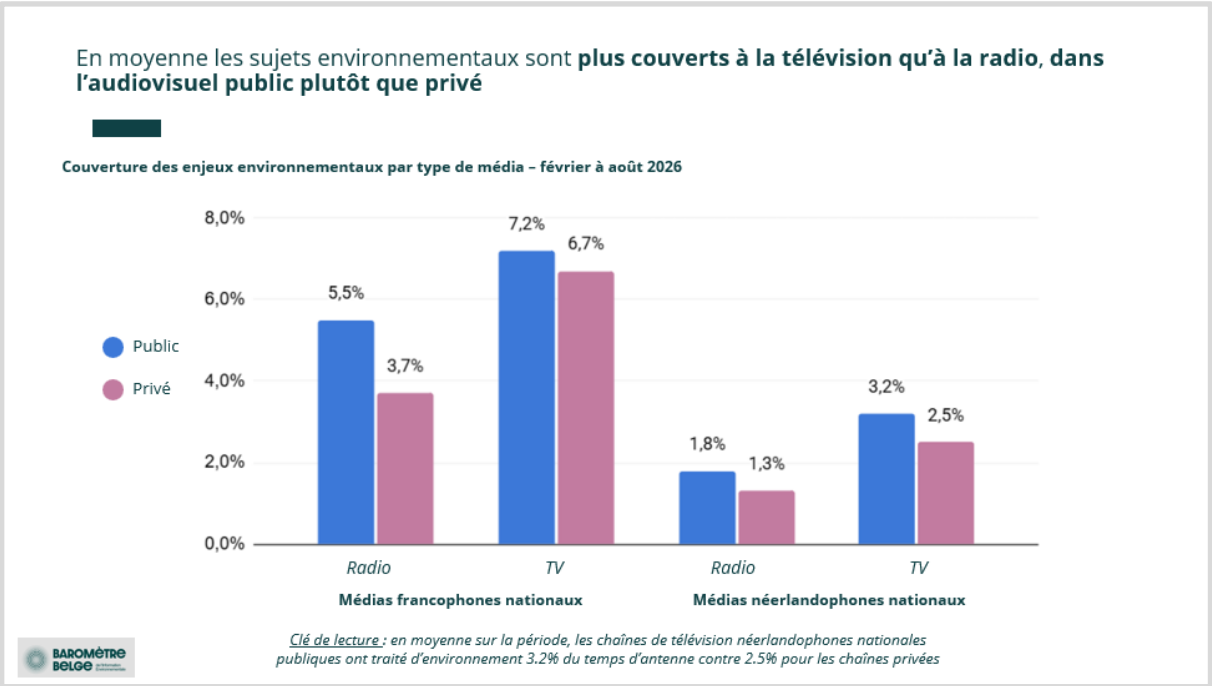
Analyse : *Au sein des médias néerlandophones, c'est la 2ème vague de chaleur qui suscite une couverture médiatique plus élevée, tout de même assez inférieure à la couverture médiatique observée dans le sud du pays*

3. Des niveaux de couverture contrastés selon les médias et les formats

Dans les deux communautés, les enjeux environnementaux bénéficient d'une couverture plus importante à la télévision qu'à la radio, ainsi que dans les médias de service public que dans les médias privés.

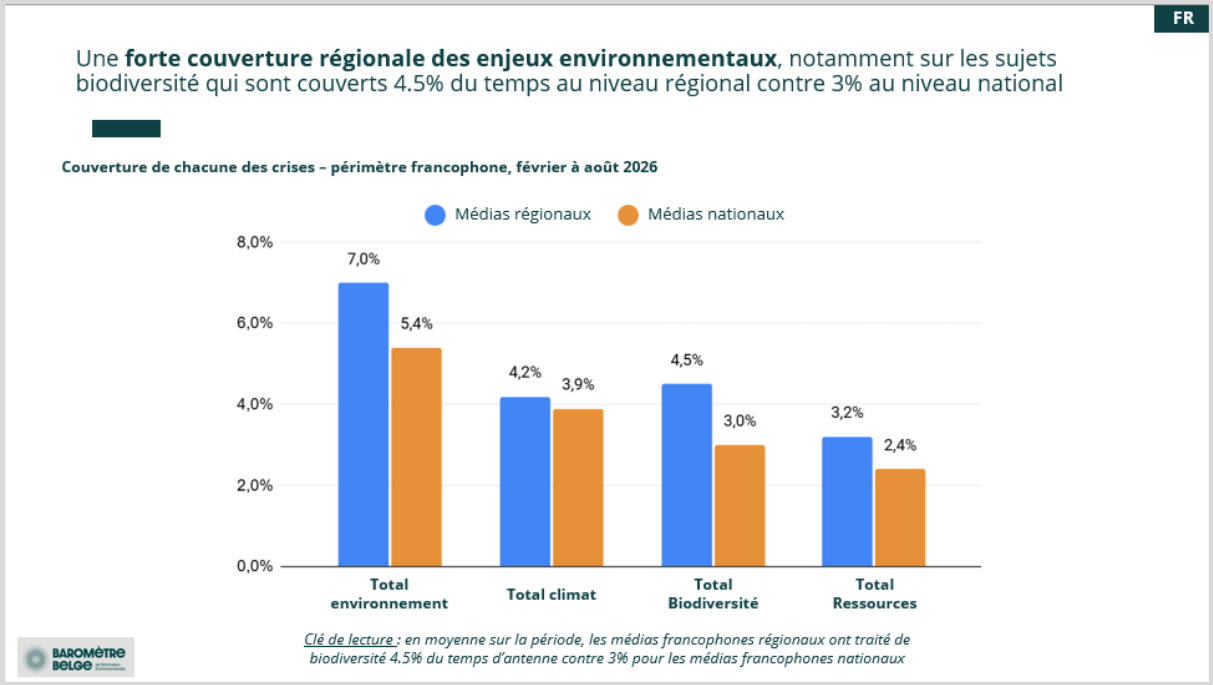
Au sein des médias néerlandophones, les chaînes publiques consacrent en moyenne 3,2 % de leur temps d'antenne d'information aux enjeux environnementaux à la télévision, contre 2,5 % pour les chaînes privées. En radio, l'écart est plus faible mais reste perceptible (1,8 % contre 1,3 %).

Du côté francophone, les différences sont plus contrastées selon les médias. À la télévision, la couverture est légèrement supérieure au sein des chaînes publiques (**7,2 %**) que privées (**6,7 %**). En radio, l'écart est plus marqué et les médias publics consacrent 5,5 % de leur temps d'antenne aux enjeux environnementaux, contre 3,7 % pour les radios privées.

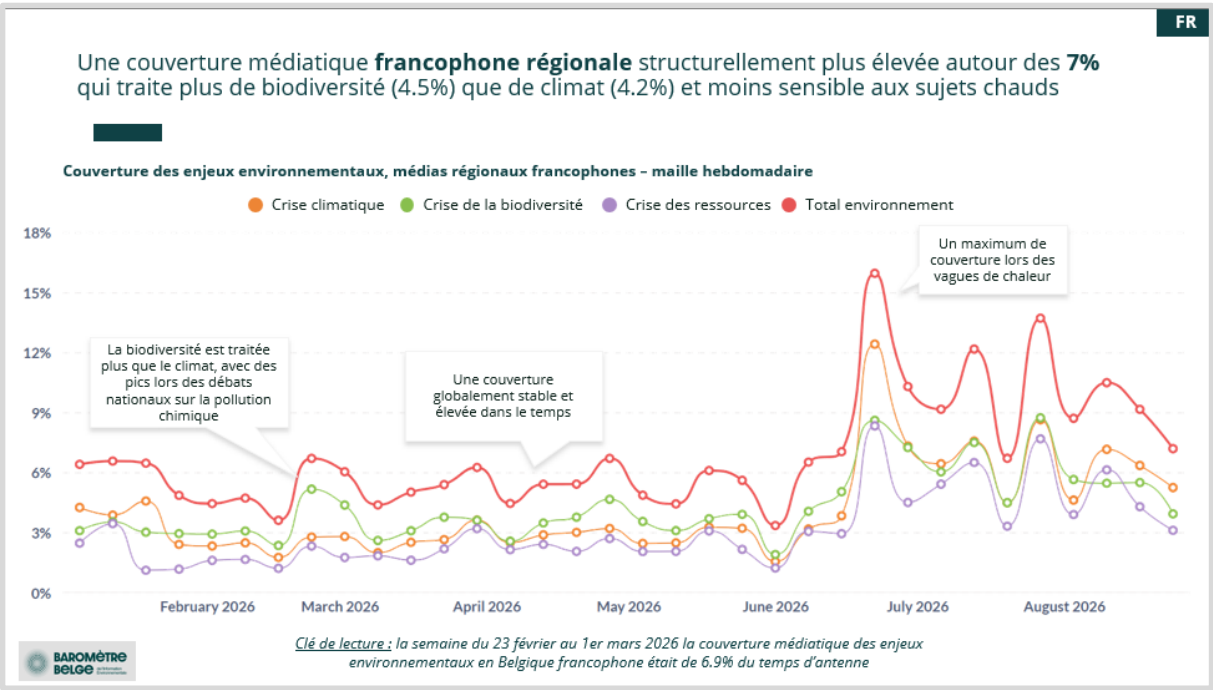


Ces résultats illustrent le rôle de l'audiovisuel public dans la diffusion de l'information environnementale. Ils mettent également en évidence le potentiel de la télévision pour traiter ces enjeux, notamment grâce à sa capacité à illustrer des phénomènes souvent complexes ou fortement ancrés dans les territoires.

Au sein de la communauté francophone, **une analyse a également pu être réalisée sur certains programmes des médias de proximité**. Celle-ci permet de mettre en évidence le rôle particulièrement important joué par les médias de proximité. Ceux-ci consacrent en moyenne 7 % de leur temps d'antenne aux enjeux environnementaux, contre 5,4 % pour les médias nationaux, soit près de 30 % de couverture supplémentaire. L'écart est encore plus marqué pour les enjeux de biodiversité : les médias régionaux y consacrent 4,5 % de leur temps d'antenne, contre 3 % pour les médias nationaux, soit 50 % de couverture supplémentaire.



Ces résultats soulignent le rôle complémentaire des médias de proximité dans le traitement de l'information environnementale. Leur couverture se distingue non seulement par son volume, mais aussi par les angles privilégiés. Plus ancrés dans les réalités locales, ils accordent une attention particulière aux enjeux de biodiversité, à la gestion des territoires, aux initiatives de terrain et aux impacts concrets des crises environnementales sur les citoyens. Le traitement des sujets environnementaux y est plus stable en volume dans le temps, moins sensible à l'actualité "chaude".



Une analyse détaillée de plusieurs médias régionaux néerlandophones est actuellement en cours de réalisation et viendra compléter ces premiers résultats dans une prochaine mise à jour du Baromètre.

Ces moyennes traduisent néanmoins des réalités différentes selon les médias analysés, dont les chiffres moyennés sur la période sont pondérés par le temps d'antenne d'information hebdomadaire :

- Pour les médias nationaux francophones, La Une arrive en tête avec 7.2% de couverture moyenne (sur 11 heures d'information hebdomadaire), devant Vivacité à 6,6 % (sur 9 heures d'information hebdomadaire) et RTL-TVi à 6.5% sur la période (sur 9,5 heures d'information hebdomadaire). LNRadio ferme la marche avec une couverture moyenne de 1.9% (sur 24 heures d'information hebdomadaire).
- MATÉLÉ arrive en tête des médias régionaux francophones avec 9.8%, devant TVLUX à 8.9% et CANAL ZOOM à 7.8%, pour 2 heures d'information hebdomadaire.
- Pour les médias nationaux néerlandophones, VRT 1 affiche la couverture la plus élevée avec 4.3% (pour 6,5 heures d'information hebdomadaire), devant VTM à 3.9% (pour 4 heures d'information hebdomadaire) et Radio 2 à 2.2% (pour 24,5 heures d'information hebdomadaire).

4. Au-delà du volume de couverture : le traitement médiatique du changement climatique

Au-delà du volume de couverture, le Baromètre s'intéresse à la manière dont les enjeux climatiques sont présentés au public. En effet, consacrer du temps d'antenne aux questions environnementales ne garantit pas nécessairement une meilleure compréhension des enjeux de la part du grand public.

Dans cette perspective, il est essentiel d'examiner non seulement la fréquence avec laquelle les médias parlent des questions environnementales, mais également ce qu'ils en disent réellement. Les séquences sont-elles contextualisées à la lumière du consensus scientifique sur le changement climatique ? Les causes de la crise sont-elles expliquées ? Les conséquences sont-elles décrites ? Les médias mettent-ils en avant des solutions ? Et, lorsque c'est le cas, s'agit-il de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) ou à adapter nos sociétés aux impacts déjà observables du changement climatique (adaptation) ?

Répondre à ces questions permet d'évaluer dans quelle mesure la couverture médiatique contribue à une compréhension complète des enjeux climatiques. Une information qui ne traiterait que des conséquences risquerait d'alimenter un sentiment d'impuissance ; une information centrée uniquement sur les solutions pourrait minimiser l'ampleur des défis ; une information qui omettrait les causes empêcherait de comprendre l'origine des transformations nécessaires. À l'inverse, une couverture équilibrée entre constat scientifique, causes, conséquences et solutions favorise une compréhension plus approfondie des enjeux et des réponses possibles.

L'analyse réalisée dans le cadre du Baromètre montre que la structure globale de la couverture climatique est relativement similaire dans les deux communautés linguistiques.

Dans les médias francophones, le traitement de la crise climatique est principalement centré, en dehors de la couverture d'événements climatiques extrêmes (de février à mai) sur :

- le **constat scientifique** du changement climatique (37 % des occurrences) ;

- les **solutions** (30 % des occurrences), dont 25 % consacrées aux solutions d'atténuation et 5 % aux solutions d'adaptation ;
- les **causes** du changement climatique (21 %) ;
- les **conséquences** (12 %).

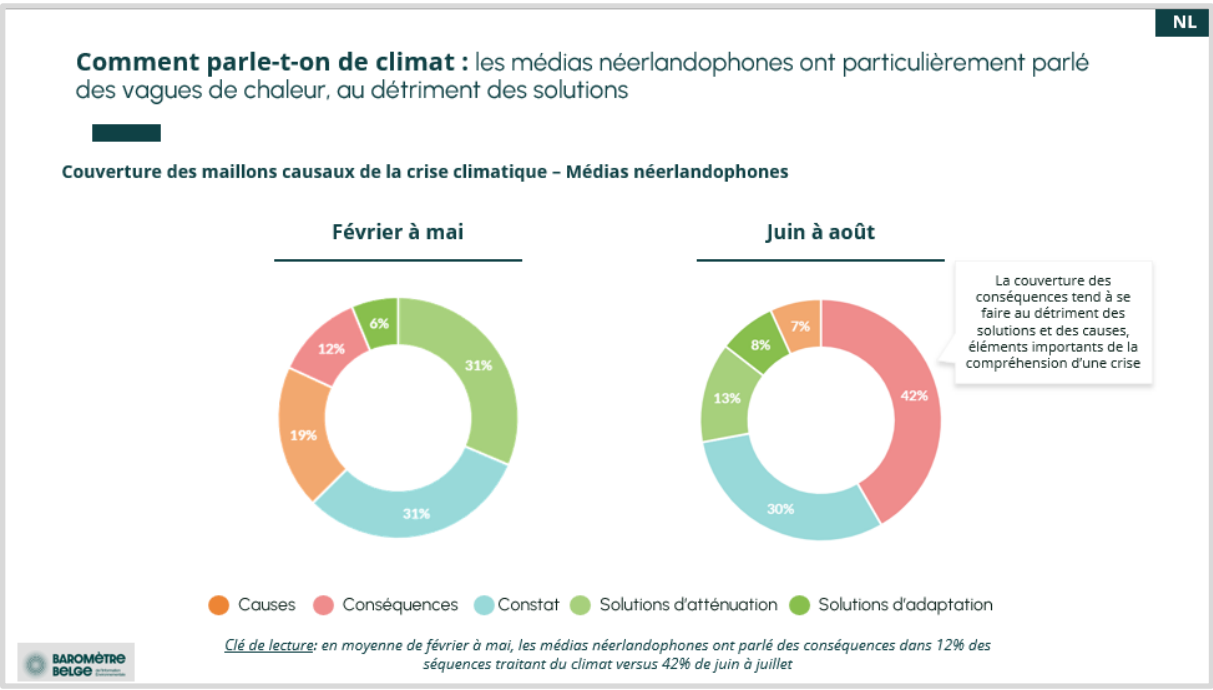
Les médias néerlandophones présentent une structure très proche :

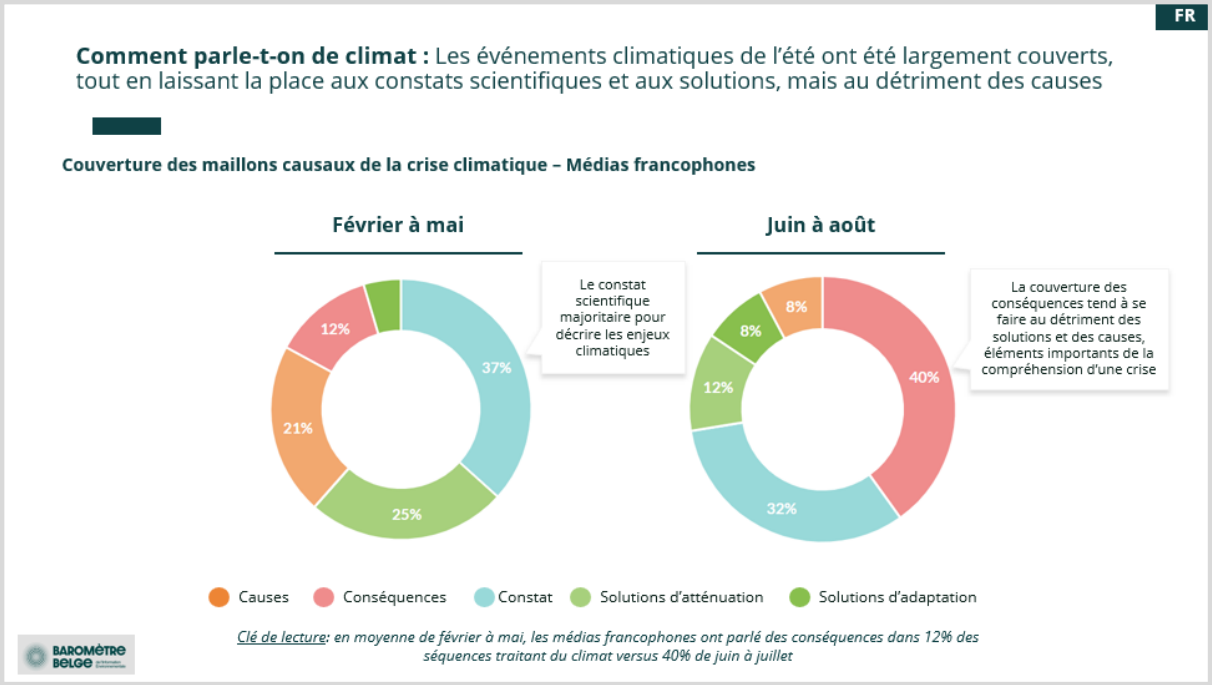
- les **solutions** 37 %, dont 31 % de solutions d'atténuation et 6 % de solutions d'adaptation ;
- le **constat scientifique** représente 31 % des occurrences ;
- les **causes** 19 % ;
- les **conséquences** 12 %.

Cette structure peut néanmoins évoluer, comme lors des événements climatiques extrêmes. Durant les vagues de chaleur de l'été 2026, les médias ont davantage mis l'accent sur les conséquences immédiates de ces épisodes et, dans une moindre mesure, sur les solutions permettant d'y faire face.

Ainsi, dans les **médias francophones**, la part consacrée aux solutions d'adaptation a progressé, passant de 5 % à 8 % des occurrences. Les vagues de chaleur ont ainsi favorisé la mise en avant de mesures permettant de réduire la vulnérabilité des populations et des territoires. C'est néanmoins la part consacrée aux conséquences qui a bondi sur la période juin-août passant de 12 % à 40 %, au détriment des causes et des solutions d'atténuation.

Dans les **médias néerlandophones**, une tendance similaire s'observe sur la période juin-août où la couverture s'est davantage concentrée sur les **conséquences** des canicules, qui représentent alors 42 % des occurrences liées au climat, au détriment du traitement des solutions et des causes.





Une visibilité inégale des secteurs à l'origine du changement climatique

Au-delà de l'analyse du volume global de couverture et de la manière dont les médias présentent les causes, conséquences ou solutions du changement climatique, le Baromètre s'est également intéressé à la représentation des différents secteurs d'activité dans le traitement médiatique de la crise climatique.
Cette dimension est importante car les secteurs mis en avant dans les médias contribuent à façonner la compréhension qu'a le public des origines du changement climatique, des responsabilités associées à chaque activité économique et des leviers de transition disponibles. Une représentation équilibrée des secteurs concernés permet ainsi de mieux appréhender l'ampleur des transformations nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques.

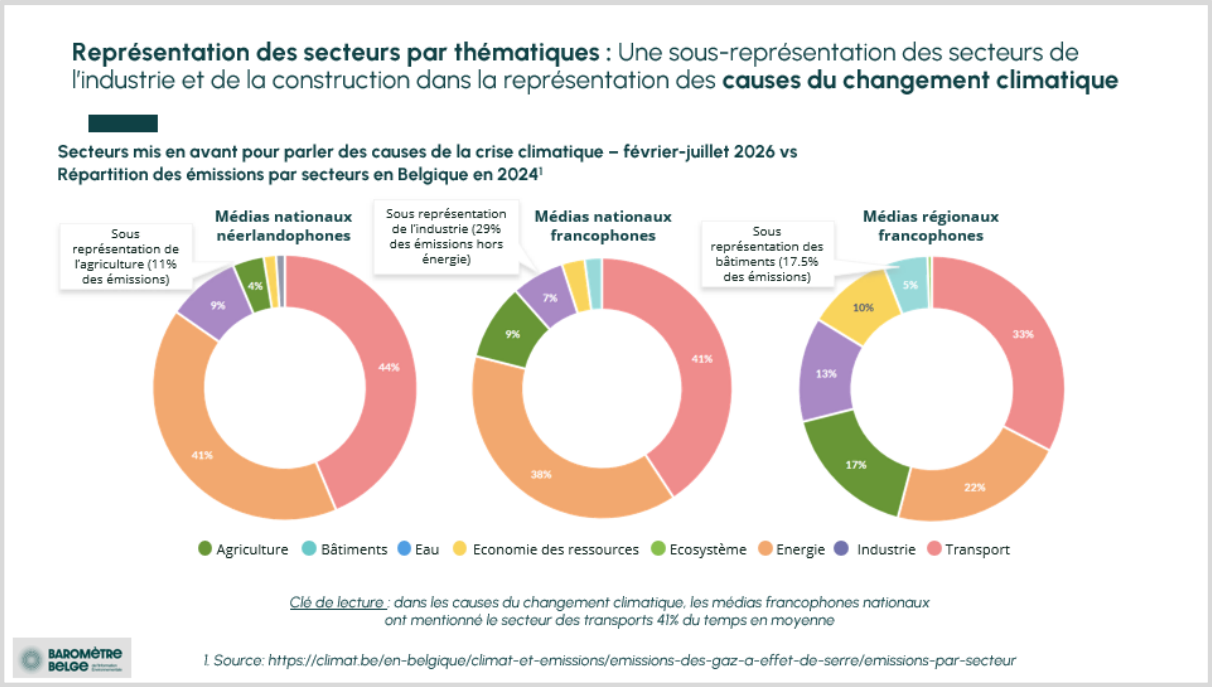
L'analyse réalisée met en évidence une **forte visibilité des secteurs de l'énergie et des transports** dans les séquences consacrées aux causes du changement climatique. Ces secteurs occupent une place centrale dans les récits médiatiques relatifs aux émissions de gaz à effet de serre.

À l'inverse, **certains secteurs pourtant fortement émetteurs apparaissent plus discrètement** dans la couverture médiatique. C'est notamment le cas du **bâtiment** et de la **construction**, pourtant responsables de 17,5 % des émissions belges de gaz à effet de serre en 2024[3], ainsi que de **l'industrie**, à l'origine de 29 % des émissions belges hors consommation d'énergie la même année[4]. Ces deux secteurs disposent pourtant d'un potentiel important de réduction des émissions et occupent une place centrale dans l'atteinte des objectifs climatiques.

Au niveau régional, les thématiques sectorielles abordées sont légèrement différentes. Si les transports et l'énergie restent les deux secteurs les plus couverts, des thématiques locales sont

[3]*Source: https://climat.be/en-belgique/climat-et-emissions/emissions-des-gaz-a-effet-de-serre/emissions-par-secteur*
[4]*Idem*

également plus représentées : l'**agriculture** (17%), **l'industrie** (13%), la **gestion des déchets** (10%) et le secteur du **bâtiment** (5%).



Cas pratique 1 : comment les médias belges ont-ils couvert les vagues de chaleur de l'été 2026 ?

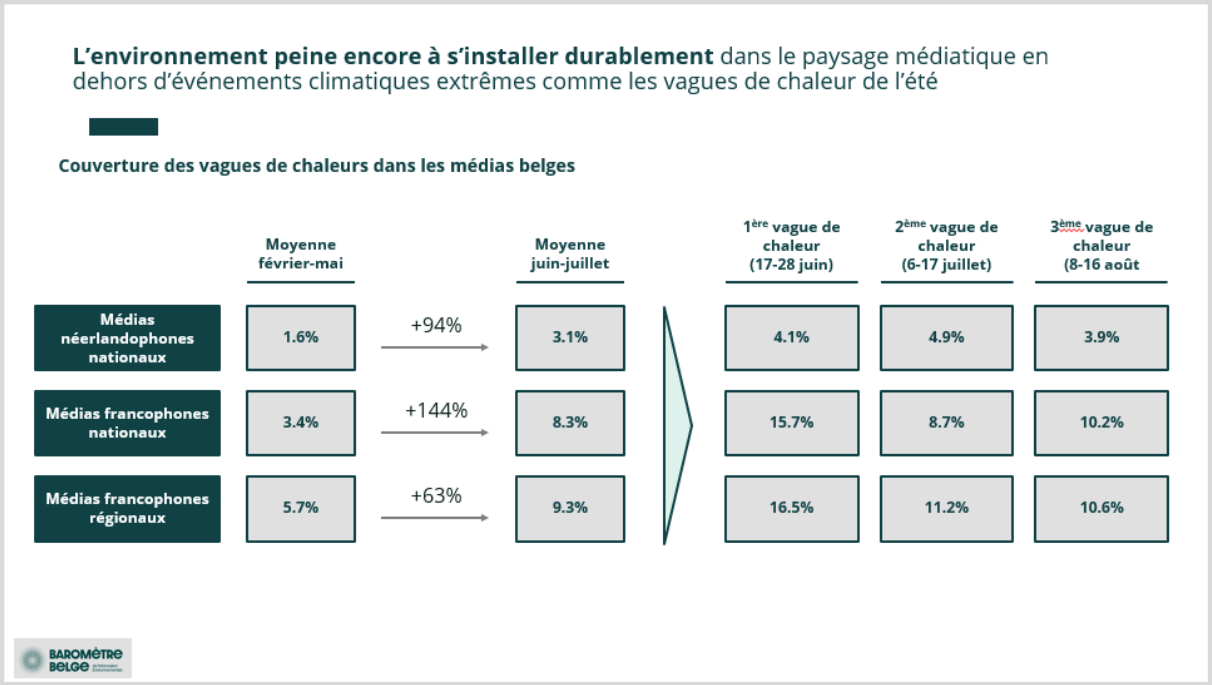
Au-delà de l'analyse des tendances de fond, le Baromètre permet également d'étudier le traitement médiatique de certains événements environnementaux spécifiques. Les vagues de chaleur de l'été 2026 constituent à cet égard un cas d'étude particulièrement intéressant, puisqu'elles correspondent aux périodes ayant généré la plus forte couverture environnementale depuis le début de l'année.

Le Baromètre s'est ainsi penché sur les deux principales vagues de chaleur observées durant l'été :

- la première vague de chaleur, du **17 au 28 juin 2026** ;
- la deuxième vague de chaleur, du **6 au 17 juillet 2026** ;
- la troisième vague de chaleur, du **8 au 16 août**.

Ces deux épisodes ont suscité une attention médiatique particulièrement importante :

- lors de la première vague de chaleur, les médias régionaux francophones ont consacré jusqu'à **16,5 % de leur temps d'antenne d'information** aux enjeux environnementaux ;
- lors de la deuxième vague de chaleur, les médias néerlandophones ont fortement accru leur couverture, atteignant un maximum de **4,9 % du temps d'antenne hebdomadaire**, tandis que les médias francophones réduisaient progressivement l'attention accordée au sujet.



L'intérêt du Baromètre ne réside toutefois pas uniquement dans la mesure du volume de couverture. Il permet également d'analyser de manière plus qualitative la manière dont ces événements sont expliqués au public. L'étude des séquences consacrées aux canicules permet notamment de déterminer si les médias :

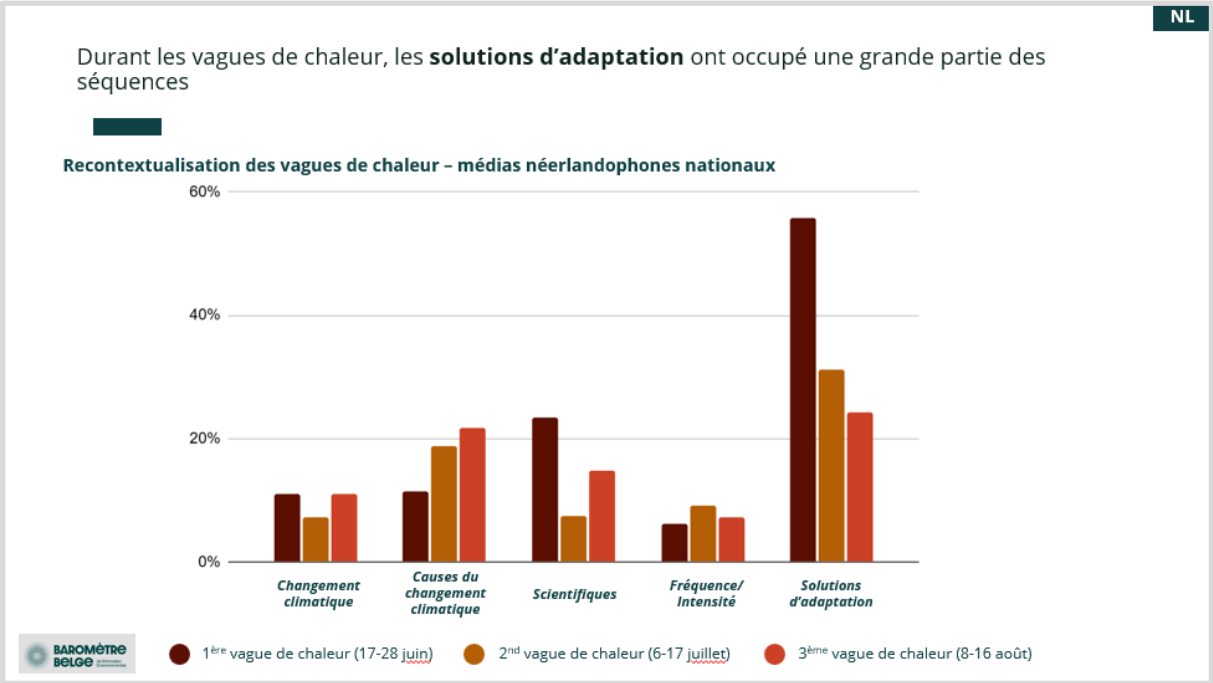
- mentionnent directement le changement climatique comme origine de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité de ces événements ;
- évoquent les causes du changement climatique, telles que les émissions de gaz à effet de serre ou le recours aux énergies fossiles ;
- présentent des solutions d'adaptation permettant d'en limiter les impacts (climatisation, ventilation, isolation des bâtiments, végétalisation, etc.) ;
- donnent la parole ou citent des scientifiques ou des rapports ;
- soulignent l'intensité et l'augmentation en fréquence des vagues de chaleur.

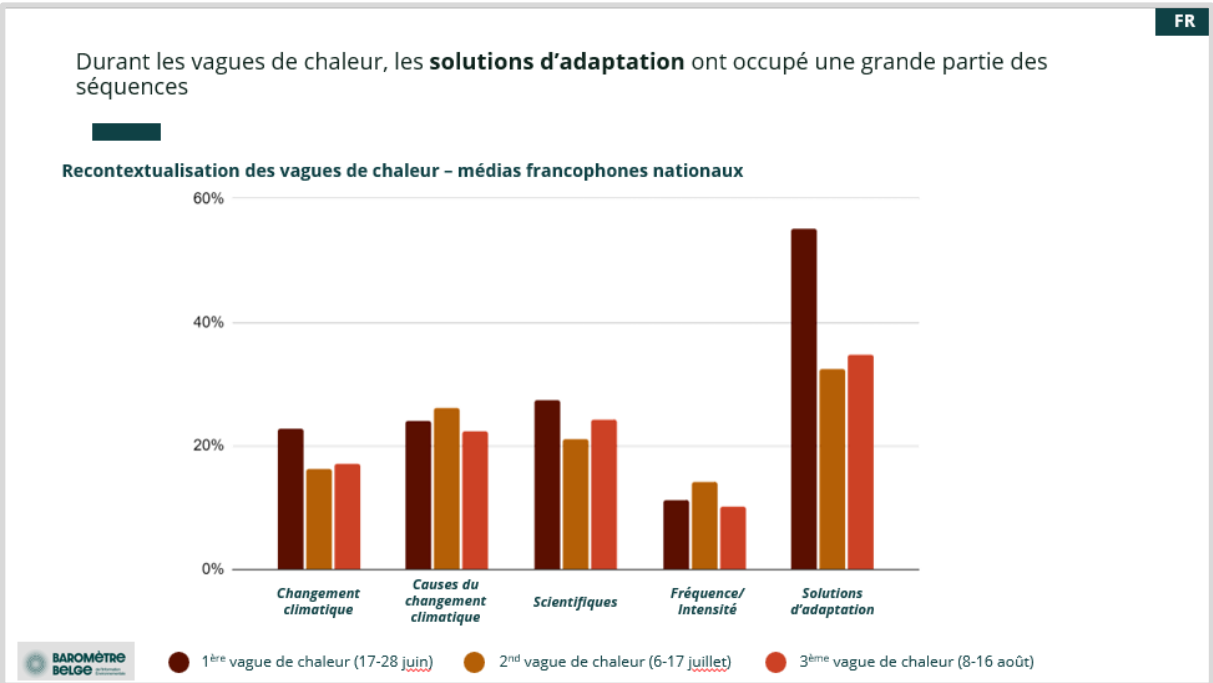
Les résultats montrent qu'en moyenne, dans les médias belges, les **solutions d'adaptation** ont occupé une grande partie des séquences (plus de 40 % en moyenne, 55 % lors de la première vague de chaleur dans les deux communautés).

Côté francophone, les éléments de recontextualisation oscillent selon les vagues de chaleur entre 16 % et 27 % des séquences dont **24 %** en moyenne citent des scientifiques, **24 %** évoquent les causes du changement climatique et **19 %** mentionnent explicitement le changement climatique.
Ces éléments de contexte sont moins marqués côté néerlandophone et oscillent selon les vagues de chaleur entre 7 % et 23 % des séquences dont **17 %** évoquent les causes du changement climatique, **15 %** en moyenne citent des scientifiques et **10 %** mentionnent explicitement le changement climatique.

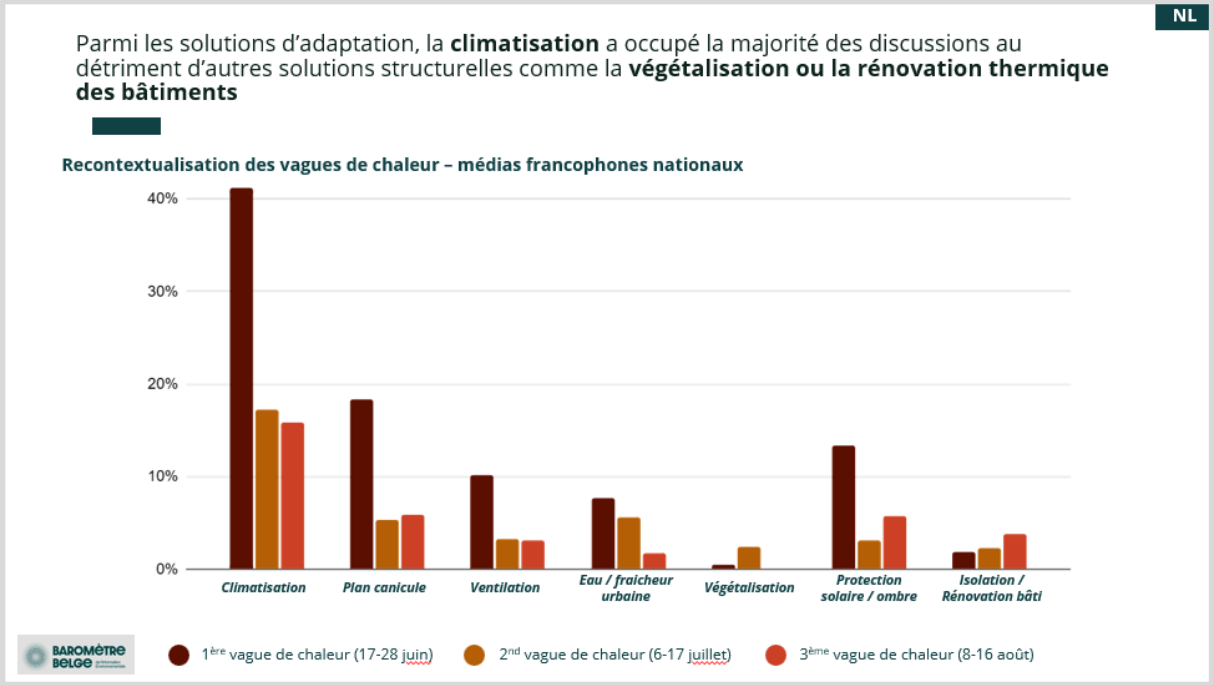
L'analyse montre une couverture plutôt stable dans l'ensemble sur les différents critères qualitatifs d'une vague de chaleur à l'autre sur les deux communautés à deux exceptions notables :

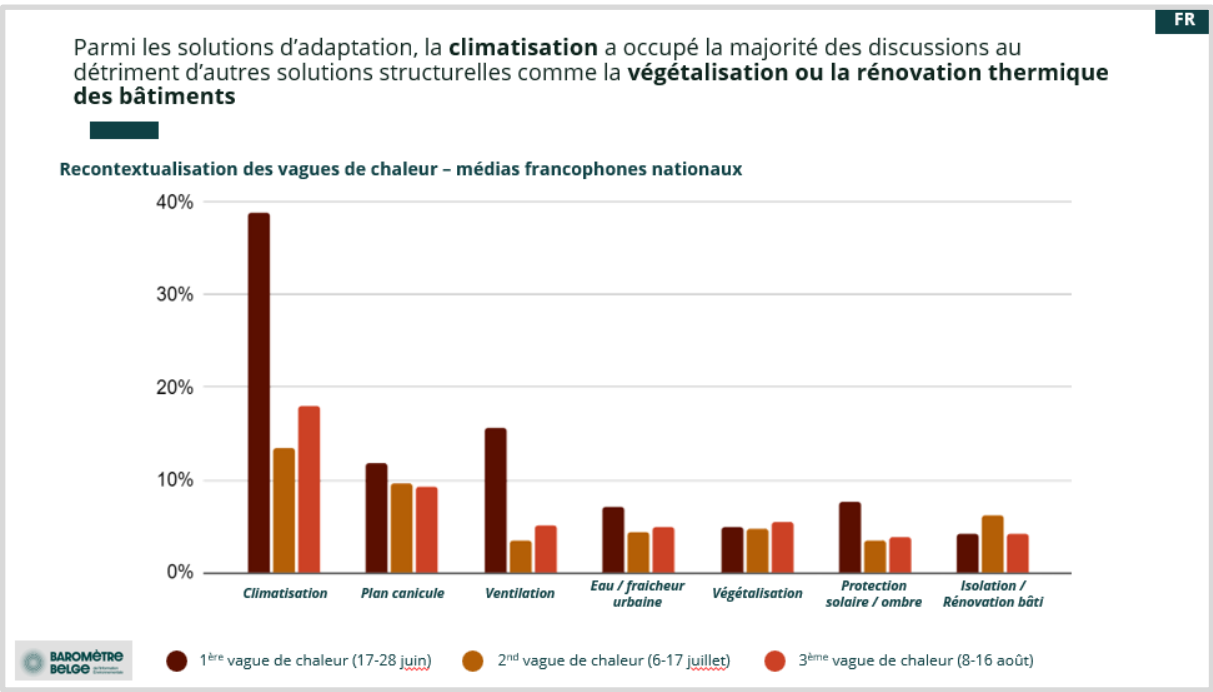
- une évocation des solutions d'adaptation qui diminue avec le temps après une couverture très élevée lors de la première vague de chaleur (**55 %** des séquences concernées dans les deux communautés) ;
- une couverture des causes du changement climatique qui progresse côté néerlandophone à chaque vague de chaleur, **passant de 7 % à 23 %** des séquences, malgré une diminution de la représentation des scientifiques.





Enfin, l'analyse révèle une forte concentration des solutions d'adaptation autour de la **climatisation**, qui représente l'immense majorité des solutions évoquées. D'autres mesures pourtant largement recommandées par la communauté scientifique, telles que l'isolation des bâtiments, la végétalisation des villes ou encore la ventilation passive, restent relativement peu présentes dans la couverture médiatique.





Ainsi, si la couverture des vagues de chaleur a été élevée en volume, celle-ci s'est concentrée majoritairement sur la **description des événements climatiques** et le d**ébat autour de la climatisation**. Le changement climatique, ses causes, et la parole scientifique sont représentés dans moins de 20 %

des séquences à l'échelle du pays, tout comme des solutions d'adaptation structurelle comme la végétalisation des villes ou la rénovation du bâti.

Cas pratique 2 : comment les médias belges ont-ils couvert les incendies d'août 2026 ?

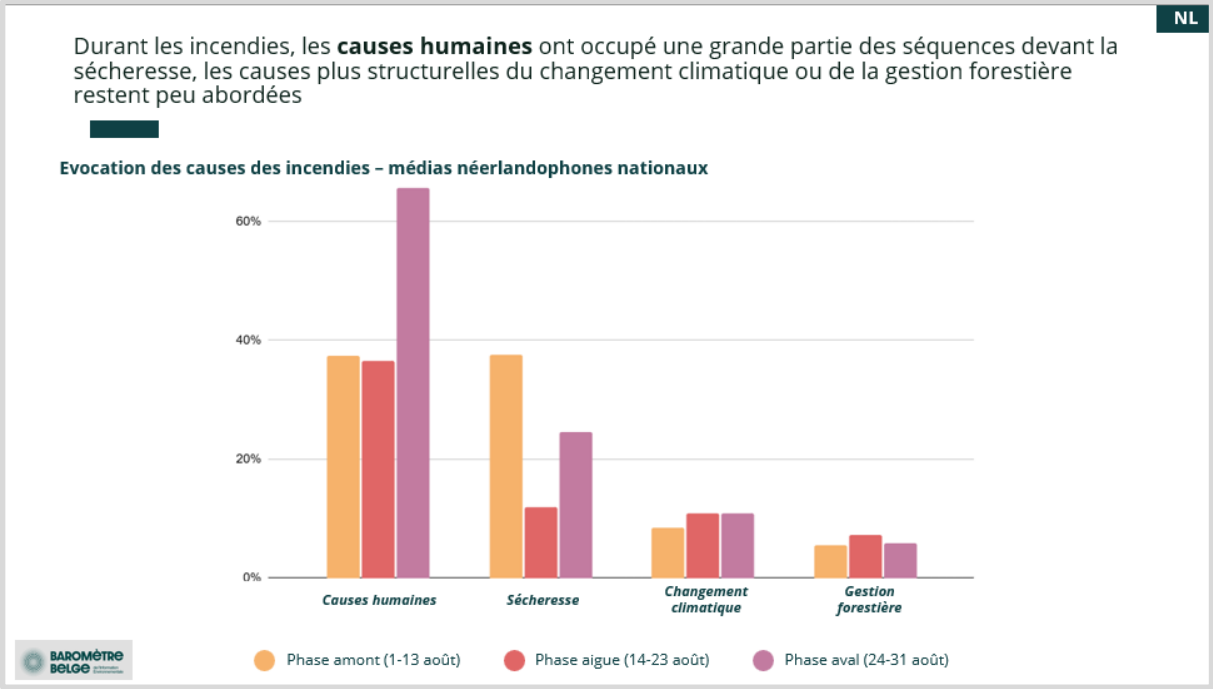
Des analyses similaires ont été menées par le Baromètre sur le traitement médiatique des incendies dans les Hautes Fagnes au mois d'août, découpés en trois phases :

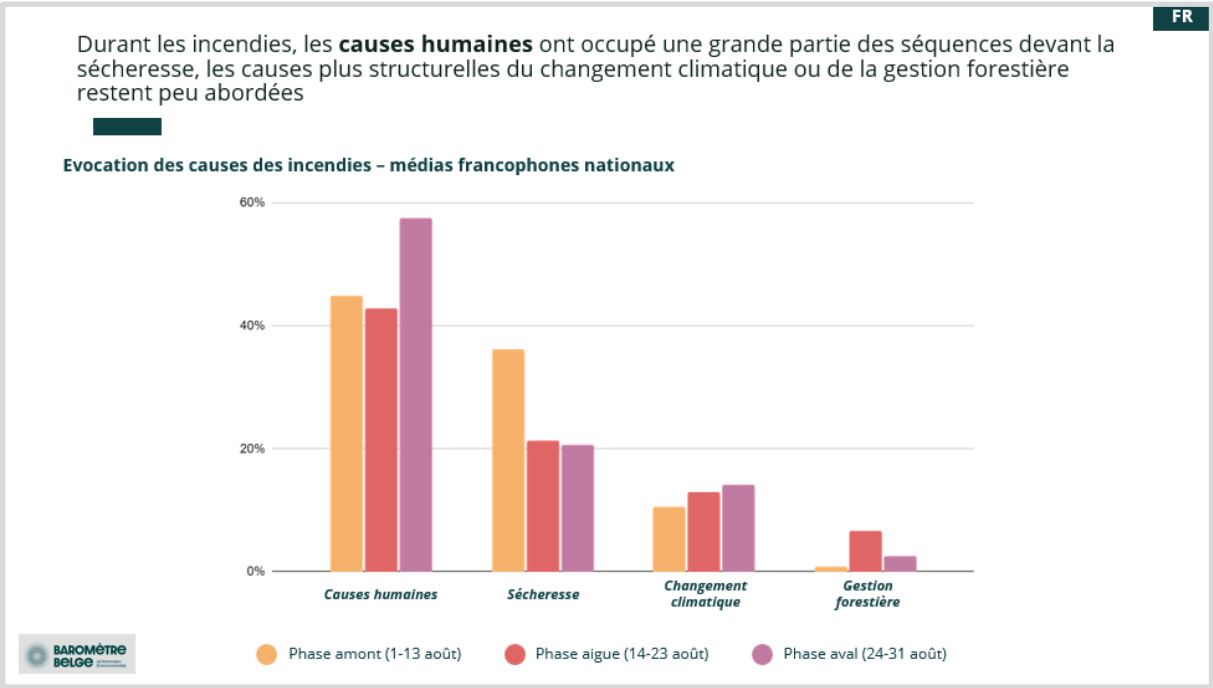
- la phase amont, du **1 au 13 août 2026** ;
- la phase aiguë des incendies, du **14 au 17 août 2026** ;
- la troisième vague de chaleur, du **8 au 16 août**.

Le premier cadre d'analyse est celui des causes à l'origine des incendies, ainsi que de potentiels éléments à même d'augmenter la probabilité qu'un tel événement survienne. Les séquences analysées mentionnent-elles l'étincelle qui a déclenché l'incendie, qu'elle soit accidentelle ou volontaire ? Ou bien des facteurs climatiques aggravant les risques de départ de feu, l'intensité et la vitesse de propagation de l'incendie comme la sécheresse, ou explicitement le changement climatique ? Ou bien des facteurs structurels liés à la gestion forestière des zones impactées ?

Dans les deux communautés, l'origine humaine dans les départs de feu est mentionnée dans un nombre important de séquences, notamment en aval des incendies après l'avancement des enquêtes et une fois le feu maîtrisé avec près de **60 %** de séquences.
La sécheresse est le facteur climatique le plus mentionné, surtout en amont des incendies avec un peu moins de **40 %** des séquences précédant le départ des incendies. Le changement climatique est lui explicitement mentionné dans moins de **15 %** des séquences.

Enfin la gestion forestière, la description des essences d'arbre concernées et le rôle de l'entretien forestier occupent moins de **10 %** des séquences.





Le Baromètre s'est ensuite intéressé à la représentation de sept familles de réponse et de gestion des incendies, de la prévention à la lutte contre les flammes :

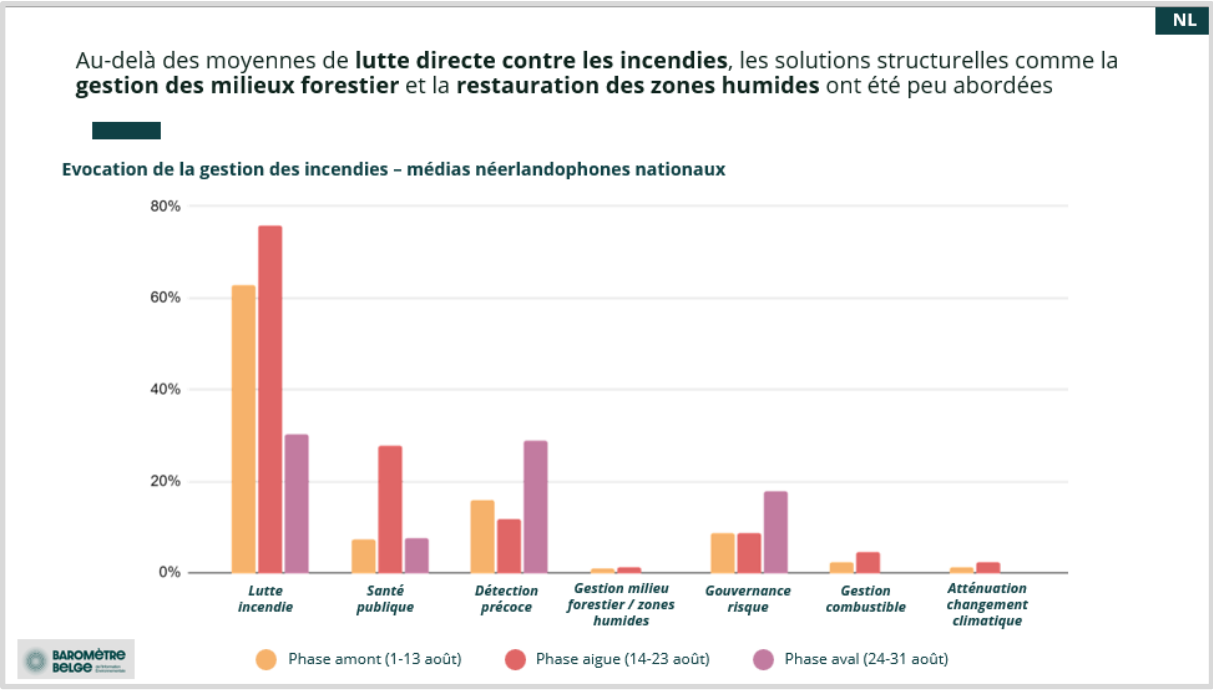
- les moyens de lutte directe (e.g. pompiers, canadair, protection civile, etc) ;
- les messages de prévention de santé publique (e.g. rester chez soi, consigne sanitaire, qualité de l'air, particules fines, etc) ;
- la détection précoce des incendies (système d'alerte, détection précoce, Copernicus, détection par drone, etc) ;
- la gestion des milieux forestiers et la restauration des zones humides (e.g. restauration des tourbières, ré-humidification, diversification des essences, réserves d'eau etc) ;

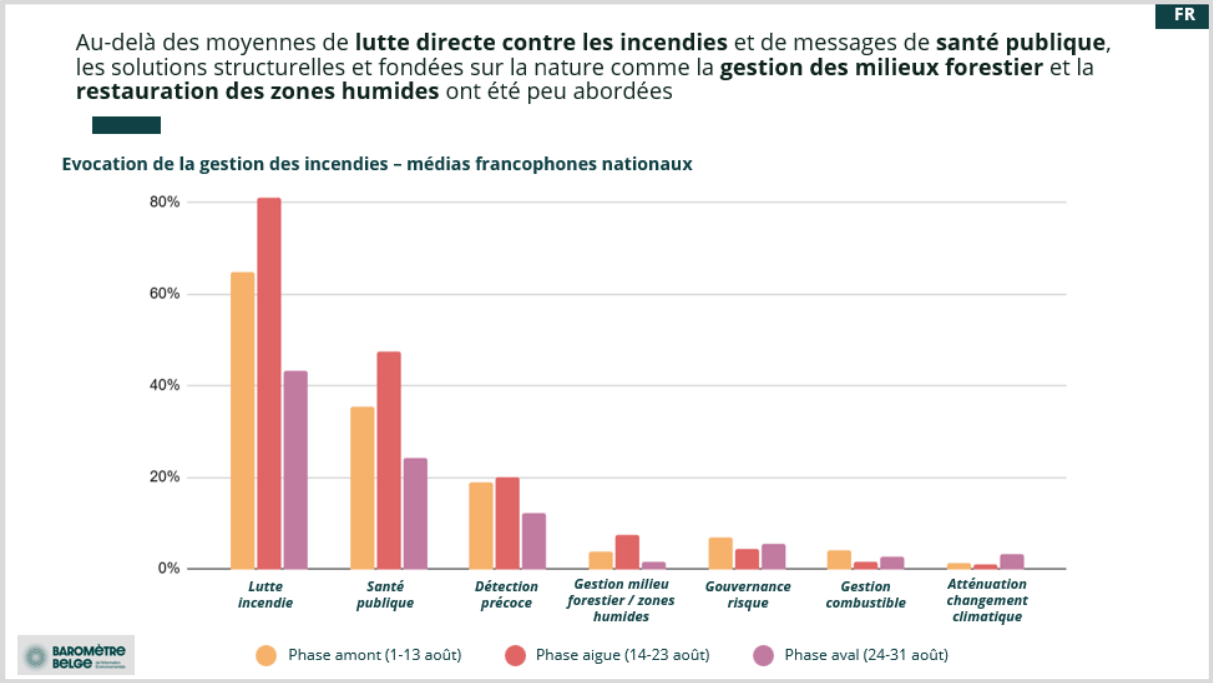
- la gouvernance du risque (e.g. prévention incendie, interdiction de fauche, code rouge, risque élevé d'incendie, etc) ;
- les moyens de prévention contre les feux et de gestion du combustible (e.g. pare-feu, coupe-feu, fauchage préventif, gestion du combustible, feu dirigé, etc) ;
- les solutions d'atténuation du changement climatique (e.g. plan climat, réduire les émissions, sortie des énergies fossiles, PNEC, etc).

Sans surprise les moyens mobilisés pour lutter directement les incendies et les efforts des pompiers sont cités dans l'immense majorité des séquences pendant la phase aïgue avec près de **80 %** des séquences concernées. Les messages de prévention et de santé publique y sont également particulièrement relayés avec **47 %** des séquences côté francophone, et **30 %** côté néerlandophone.

Les moyens de détection précoce sont mis en avant près de **20 %** du temps sur l'ensemble de la période étudiée.

Enfin les solutions structurelles comme la gestion du milieu forestier, la restauration des zones humides, les actions de prévention de départ d'incendies et de gestion du combustible, ou les solutions d'atténuation du changement climatique sont couvertes moins de **5 %** du temps en moyenne.





5. Une représentation médiatique de la biodiversité qui privilégie le constat aux impacts

De manière similaire à l'analyse réalisée sur le climat, le Baromètre s'est intéressé non seulement à la place occupée par la biodiversité dans les médias, mais également à la manière dont cette crise est présentée au public. Les médias expliquent-ils les causes de l'érosion de la biodiversité ? Décrivent-ils ses conséquences sur les écosystèmes, la santé, l'alimentation, l'eau ou l'économie ? Mettent-ils en avant les solutions susceptibles d'enrayer son déclin et de restaurer les écosystèmes ?

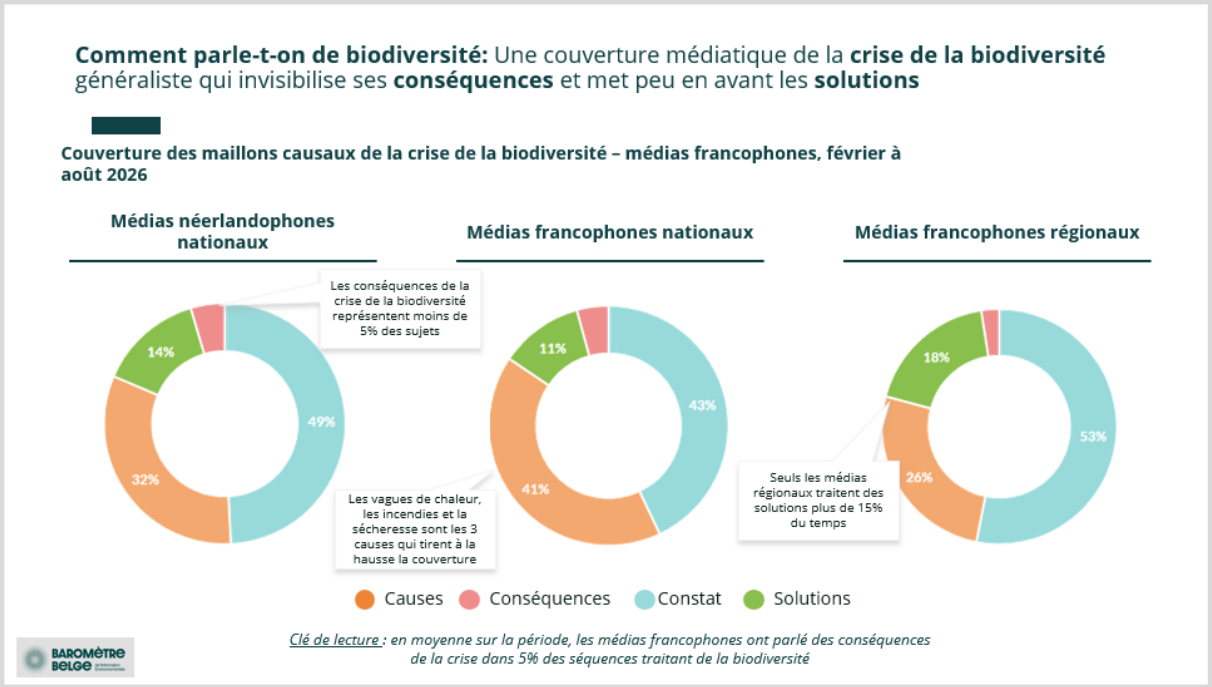
L'analyse de cette chaîne de causalité est essentielle pour évaluer dans quelle mesure la couverture médiatique permet au public de comprendre les mécanismes à l'origine de la crise de la biodiversité, ses impacts concrets et les réponses envisageables. Une couverture centrée sur le seul constat de la dégradation de la nature pourrait en effet limiter la compréhension des enjeux et des leviers d'action disponibles.

L'analyse montre que la couverture médiatique de la biodiversité repose principalement sur un **constat général de la crise**, qui représente entre 43 % et 53 % des occurrences selon les médias analysés.

Les **causes de l'érosion de la biodiversité** occupent quant à elles entre 26 % et 41 % des occurrences. Cette part est notamment tirée à la hausse durant la période estivale par les références aux vagues de chaleur, aux sécheresses et aux incendies affectant les écosystèmes.

Les **solutions** sont présentes dans une proportion plus limitée, entre 11 % et 18 % des occurrences, avec une représentation particulièrement marquée dans les médias francophones régionaux.

En revanche, les **conséquences concrètes de la perte de biodiversité** demeurent peu visibles dans la couverture médiatique et représentent moins de 5 % des occurrences. Les impacts potentiels sur la sécurité alimentaire, les ressources en eau, la santé humaine, le fonctionnement des écosystèmes ou encore l'aggravation des conséquences du changement climatique sont relativement peu abordés.



Si la crise de la biodiversité est bien présente dans les médias, elle est donc souvent abordée de manière générale et descriptive. La faible visibilité de ses conséquences concrètes peut limiter la compréhension par le public des impacts directs de l'érosion de la biodiversité sur la vie quotidienne, la santé, l'économie et la résilience des territoires.

À la différence de la crise climatique, dont les effets sont de plus en plus visibles lors d'événements extrêmes, les conséquences de la perte de biodiversité restent souvent diffuses et moins facilement perceptibles, ce qui peut contribuer à leur moindre présence dans les récits médiatiques.

Comme pour les autres thématiques environnementales, plusieurs pics de couverture ont été observés lors d'événements spécifiques, notamment durant les débats nationaux autour de la pollution chimique au printemps 2026. Ces variations confirment que le traitement médiatique de la biodiversité demeure lui aussi influencé par l'actualité immédiate.

Pistes de réflexion

Le BBIE vise à objectiver, sur la base d'une méthodologie transparente, la place et la manière dont les enjeux climatiques et environnementaux apparaissent dans l'information audiovisuelle belge, afin de disposer d'une base commune pour la réflexion et le dialogue.

Les constats présentés dans les pages précédentes soulèvent des questions que les rédactions sont les mieux placées pour instruire. Les pistes réunies ci-dessous sont donc formulées comme des hypothèses de travail.

Des échanges ont été noués par QuotaClimat avec plusieurs rédactions francophones et néerlandophones, de service public comme privées, nationales comme régionales, ainsi qu'avec des chercheurs en journalisme et en communication des deux communautés, réunis au sein du comité

scientifique du projet. Plusieurs des pistes qui suivent découlent directement de ces premiers échanges et pourront être développées, renforcées et étayées par des échanges futurs.

Inscrire les enjeux environnementaux dans la durée

Le constat du BBIE, qui n'est pas propre uniquement à la Belgique, est celui d'une couverture rythmée par l'événement : forte progression durant les vagues de chaleur de juin et juillet 2026 (+144 % dans les médias francophones, +94 % dans les médias néerlandophones par rapport au début de l'année), peu couvert en amont et suivi d'une baisse rapide après l'événement.

La question posée au secteur n'est pas de couvrir moins les canicules, mais de savoir comment rendre visible ce qui se joue entre les pics. Plusieurs approches, observées dans des rédactions belges et internationales, pourraient être examinées :

- l'existence d'espaces récurrents et identifiés : une chronique, un rendez-vous hebdomadaire, dont la fonction est précisément de ne pas dépendre de l'actualité chaude
- l'anticipation éditoriale des séquences prévisibles : les vagues de chaleur, les épisodes de sécheresse, les incendies, les périodes de forte pollution ou les échéances climatiques internationales sont désormais récurrents et annoncés plusieurs jours à plusieurs mois à l'avance, ce qui laisse une marge de préparation dans la montée en compétences sur des sujets écosystémiques et complexes
- le traitement « à froid » après l'événement : une fois l'urgence passée, le décryptage des causes et des solutions améliore la compréhension des enjeux par le public
- la formation continue pour améliorer la compréhension des enjeux environnementaux au sein des médias et de leurs rédactions, en commençant par les plus hautes strates de management (direction, rédactions en chef, journalistes exposés au direct), sur le climat donc mais également sur les autres enjeux environnementaux comme la biodiversité dont les impacts sur la société et l'économie sont méconnus

Diversité et transversalité de la couverture

Les enjeux environnementaux touchent aujourd'hui de nombreux champs d'activité et plusieurs rédactions partagent aujourd'hui ce constat : le sujet ne se traite pas depuis une seule rubrique. À l'AFP comme au New York Times, cela s'est traduit par une fonction éditoriale dédiée, par la proximité physique entre spécialistes de l'environnement et journalistes couvrant l'énergie, l'industrie, l'agriculture ou les transports, et par un réflexe simple en conférence de rédaction : sur une inondation ou un incendie, poser d'emblée la question du lien climatique. Ainsi le "climate desk" du NY Times collabore de façon structurée avec la rubrique économique, par exemple sur la transition énergétique ou sur les effets de la sinistralité climatique sur le marché de l'assurance.

S'il n'est pas toujours possible pour les médias d'avoir une équipe dédiée sur le sujet, la question du réflexe de la transversalité mérite d'être posée et d'autres initiatives méritent également d'être soulignées pour favoriser la diversité de la couverture pour un sujet qui peut être perçu comme anxiogène ou moralisateur :

- diversifier les invités, pour favoriser l'incarnation des sujets auprès d'une audience plus large, en invitant notamment les premiers concernés par les conséquences du changement climatique : pompiers, médecins
- favoriser le journalisme de solutions, en présentant par exemple des solutions structurelles ou fondées sur la nature
- favoriser l'invitation d'experts dans les contenus produits : interviews, débats, etc
- intégrer la dimension environnementale dans les interviews politiques et économiques

En plus des tendances qui seront mises à jour et rendues accessibles régulièrement, le BBIE entend rester un espace de dialogue avec son comité d'experts et les médias du paysage francophone et néerlandophone pour dégager des pistes et permettre à chaque acteur d'améliorer et de renforcer ses pratiques sur le traitement médiatique des enjeux environnementaux.

Personnes de contact

SPF - Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement

- Joelle Smeets - joelle.smeets@health.fgov.be
- Lucas Demuelenaere - lucas.demuelenaere@health.fgov.be

CSA - Conseil Supérieur de l'Audiovisuel

- Cédric Mauer - cedric.mauer@csa.be
- François Massoz-Fouillien - francois.massoz-fouillien@csa.be
- Benoit Renneson : benoit.renneson@csa.be

QuotaClimat

- Amandine Sauvage, amandine.sauvage@quotaclimat.org
- Arnaud Benoits, arnaud.benoits@quotaclimat.org
- Louna Wemaere, louna.wemaere@quotaclimat.org

Référents du comité d'experts

- Comité d'expert francophone : Grégoire Lits (UCLouvain) - gregoire.lits@uclouvain.be
- Comité d'experts néerlandophone : Michael Opgenhaffen (KULeuven) - michael.opgenhaffen@kuleuven.be

Santé publique
Sécurité de la Chaîne alimentaire
Environnement

CSA
CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL

QUOTA CLIMAT